



Conférencier principal: Stratégie nationale de construction navale

Sylvain Cardinal, directeur général, Secteur de la Construction des grands navires de combat, Services publics et approvisionnement Canada.

La présentation a trois objectifs : (i) décrire les principaux axes de la Stratégie nationale de construction navale ; (ii) faire le point sur les progrès réalisés à ce jour à l'égard du portefeuille de combat de la Stratégie nationale de construction navale ; (iii) décrire les réussites et les leçons apprises jusqu'à présent.

Séance Plénière #1: Centraliser et simplifier les approvisionnements fédéraux - Repenser le service à la clientèle

Jennifer Creighton, responsable de la gestion du changement, Solution d'approvisionnement électronique (SAE), Services publics et approvisionnement Canada.

Nicole Ross, Chef d'équipe des approvisionnements, Solution d'achats électroniques (SAE), Services publics et Approvisionnement Canada

L'objectif de cette présentation est de donner un aperçu de la Solution d'achats électroniques (SAE) du gouvernement du Canada. Grâce aux processus d'approvisionnement modernes et numérisés, la SAE changera la façon dont les Canadiens mènent leurs affaires. Ce projet dirigé par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) transforme les achats fédéraux en les mettant en ligne et modifie la façon dont le gouvernement et les fournisseurs interagissent pour acheter et vendre des biens et des services. Apprenez-en davantage sur la façon dont SPAC veille à ce que les pratiques d'approvisionnement soient plus accessibles et moins lourdes sur le plan administratif en assistant à notre présentation à l'atelier régional de l'ICAGM à Halifax en novembre 2019.

Séance simultanée #2: Comment les achats de CORCAN contribuent aux priorités du gouvernement, y compris le réinvestissement social et la sécurité publique

Pierre Richard, représentant de compte, Service correctionnel du Canada (CORCAN).

Janine Mazerolle, gestionnaire régionale des opérations par intérim, Service correctionnel du Canada.

CORCAN est un programme de réadaptation clé du SCC. CORCAN contribue à la sécurité des collectivités en offrant aux délinquants des possibilités d'emploi et une formation portant sur les compétences relatives à l'employabilité pendant leur incarcération dans des pénitenciers fédéraux et après leur mise en liberté.

Cela se fait grâce aux formations en cours d'emploi qui sont axées sur nos cinq secteurs d'activité, c'est-à-dire la fabrication, les textiles, la construction, les services et l'agriculture. Des formations professionnelles certifiées par des tierces parties, des programmes d'apprentissage et des formations menant à l'acquisition de compétences générales sont également offerts aux délinquants pour leur permettre d'acquérir des compétences utiles sur le marché du travail. Le programme de CORCAN appuie la politique sociale et d'autres mandats clés du gouvernement du Canada, y compris favoriser la réinsertion sociale des délinquants dans nos collectivités.

La présentation comprend un survol des différents produits offerts et souligne les avantages et la convivialité de l'acquérir auprès de CORCAN, un organisme de service spécial (OSS) au sein du Service correctionnel du Canada (SCC).

En vous acquérant auprès de CORCAN, vous contribuez au réinvestissement social, en contribuant au programme d'emploi et d'employabilité et atténuez votre fardeau sur le plan administratif et de l'approvisionnement. Les achats auprès de CORCAN constituent un transfert des biens et services d'un autre ministère/organisme.

Séance simultanée #3: Une histoire d'approvisionnement régional; Amélioration et écologisation du Collège de la Garde côtière canadienne offrant des avantages aux Autochtones

Alex Russell, spécialiste des approvisionnements, Direction générale des approvisionnements, Région de l'Atlantique, Services publics et Approvisionnement Canada.

Il s'agit de l'histoire d'un contrat qui a fait l'objet d'une présentation au Conseil du Trésor, qui s'est appuyé sur de nombreuses années de consultation auprès des Autochtones, qui comportait une obligation relative aux avantages pour les Autochtones, qui s'inscrivait dans le programme d'écologisation des technologies du gouvernement et qui a fait suite à un appel d'offres lancé pendant la « guerre commerciale » de Donald Trump sur Twitter, laquelle a provoqué des ravages chez les fournisseurs qui essayaient de soumissionner pour le projet. Joignez-vous à moi pour connaître l'histoire et les leçons tirées de ce contrat d'approvisionnement unique.

Le Collège de la Garde côtière canadienne (CGCC) est un établissement de 48,5 hectares (120 acres) situé à Sydney, en Nouvelle-Écosse, qui sert d'installation de formation exclusive pour les élèves-officiers de la Garde côtière canadienne de tout le Canada. Le programme de quatre ans permet de former environ 175 officiers par année dans les domaines de la mécanique et de la navigation maritimes. Le Collège comprend diverses installations résidentielles, administratives, de formation et de conditionnement physique

qui communiquent entre elles. Malheureusement, les systèmes mécaniques et les systèmes de gicleurs de cette construction en bois de 1981 devaient être complètement refaits partout sur le campus.

Au printemps 2015, j'ai commencé à travailler sur ce projet assorti d'un contrat de conception de plusieurs millions de dollars. Au cours des dernières années, j'ai travaillé en étroite collaboration avec la Gestion de projets sur les divers éléments de ce projet d'envergure consistant à remplacer près de 30 000 mètres de tuyauterie, à installer la climatisation sur le campus et à utiliser la technologie géothermique afin de diminuer l'empreinte carbone de cet établissement. À l'été 2018, j'ai lancé un appel d'offres à deux enveloppes pour ce projet. L'évaluation technique de celui-ci reposait entièrement sur les avantages offerts aux Autochtones. Après des années de consultation auprès d'organismes autochtones à but non lucratif locaux, j'ai créé l'obligation relative aux avantages pour les Autochtones afin de créer une disposition réaliste, compte tenu des capacités de la collectivité, qui obligerait les soumissionnaires à respecter les besoins des peuples autochtones locaux. En janvier 2019, j'ai octroyé le contrat de construction de 56 millions de dollars. Le présent exposé porte sur la technologie écologique, la consultation des Autochtones et le processus d'approbation par le Conseil du Trésor.

Conférencier principal: Examen plus approfondi par l'ombudsman de l'approvisionnement de la « passation de marchés de faible valeur (MFV) » et des « mécanismes de résolution des différends en matière de gestion du rendement »

Alexander Jeglic, Ombudsman de l'approvisionnement, Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement.

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) se consacre à l'avancement de la recherche pertinente sur des sujets qui présentent un intérêt pour les spécialistes de l'approvisionnement. Dans cette optique, le BOA a lancé « l'initiative d'approfondissement et de partage des connaissances » et rédigé des rapports sur deux sujets importants. Le premier rapport a permis d'examiner les facteurs dont les spécialistes de l'approvisionnement devraient tenir compte lorsqu'ils décident d'attribuer ou non des marchés de faible valeur (MFV) à un fournisseur unique, en fonction des risques et des avantages. Le deuxième rapport a permis d'examiner la question de résolution des différends en matière de gestion du rendement des fournisseurs et les types de mécanismes d'appel offerts aux fournisseurs insatisfaits.

La présente séance visera à présenter le travail du BOA dans ces domaines et à favoriser un dialogue actif au moyen d'exemples concrets.

- En ce qui concerne la passation de MFV, l'ombudsman examinera les principaux risques qui motivent le choix d'une méthode d'approvisionnement, ainsi que le coût des appels d'offres concurrentiels pour le gouvernement et les fournisseurs. Cette séance mettra l'accent sur les considérations stratégiques et fournira des conseils pratiques que les spécialistes de l'approvisionnement publics pourront mettre en pratique au moment de prendre des décisions relatives à la passation de MFV.

- En ce qui concerne la résolution des différends en matière de gestion du rendement des fournisseurs, l'ombudsman examinera le contexte actuel des différents ordres de gouvernement au Canada, ainsi que la raison d'être d'un mécanisme de résolution des différends (c.-à-d., un processus d'appel). Cette séance mettra en évidence les différences entre le processus d'appel à un niveau et à deux niveaux et le degré de déférence à accorder à l'autorité d'appel initiale.

Séance simultanée #4: Mise en œuvre des achats sociaux: projet pilote pour les entreprises de restauration dirigées par des femmes dans le Canada atlantique

Glenn Chamberlain, directeur, Région de l'Atlantique, Bureau des petites et moyennes entreprises, Services publics et Approvisionnement Canada.

Étant donné la priorité qu'accorde le gouvernement dans le Budget de 2018 à l'augmentation de la participation des petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes dans le processus d'approvisionnement fédéral, le Bureau des petites et moyennes entreprises de la Région de l'Atlantique a lancé en octobre 2018 un projet pilote relatif à des services de traiteur s'adressant à des entreprises appartenant à des femmes ou dirigées par des femmes. Aujourd'hui, un an après la mise en œuvre de ce projet pilote, la séance mettra en relief la méthodologie utilisée pour élaborer ce projet pilote d'approvisionnement social, examinera les défis qui se sont présentés et partagera les leçons apprises

Séance simultanée #5: Gestion du matériel de la flotte

Blair Hurd, gestionnaire des actifs, Agence des services frontaliers du Canada.

Nous parlerons de la gestion des actifs et du matériel dans votre ministère ou agence. Les participants auront l'occasion d'entendre la présentation sur la gestion des actifs et du matériel dans leur département, puis de participer à une discussion sur les meilleures pratiques pouvant être envisagées.

Séance simultanée #6: Possibilités d'approvisionnement collaboratif pour les organisations du secteur public du Canada Atlantique

Sean Crossan, directeur, Relations fédérales-provinciales-territoriales et internationales, Bureau des petites et moyennes entreprises et de l'engagement stratégique

Genevieve Sharkey, directrice de l'approvisionnement, gouvernement de la Nouvelle-Écosse.

L'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif (ICAC) a été adoptée par le gouvernement du Canada pour mettre certains de ses instruments d'approvisionnement à la disposition des provinces, des territoires et du secteur public en général. Toutes les quatre provinces maritimes participent maintenant à l'ICAC, mais les organisations du secteur public des quatre provinces peuvent aussi y participer. Au cours de la dernière année, les participants à l'ICAC du Canada atlantique ont acquis pour 2,7 millions de dollars

en biens par l'entremise de l'Initiative. La participation à l'ICAC présente de nombreux avantages, y compris les suivants :

- Création d'économies d'échelle qui rendent les conditions et les prix plus concurrentiels;
- Mise à profit des instruments d'approvisionnement fédéraux sans devoir développer des instruments internes;
- Simplification de la méthode d'approvisionnement pour certains biens et services.

La Nouvelle-Écosse appuie l'ICAC avec enthousiasme, et le secteur public de la province a pu tirer des avantages de sa participation à l'Initiative. C'est pourquoi cette conférence sera présentée conjointement avec la directrice de l'approvisionnement de la Nouvelle-Écosse, qui soulignera comment l'ICAC se déroule au Canada atlantique.

Séance simultanée #7: Aperçu de la chaîne d'approvisionnement de la Marine royale canadienne (MRC)

Fraser Sullivan, Chef de section, officier principal des achats et directeur des approvisionnements.

Aperçu des rôles et responsabilités de la MRC en matière d'approvisionnement, de gestion du matériel et de logistique. Présentation d'un aperçu de la population, de l'infrastructure, des outils et des ressources utilisés sur les côtes est et ouest du Canada pour réaliser le mandat de la chaîne d'approvisionnement de la MRC. La présentation décrira le qui, le quoi et le pourquoi du travail effectué et explorera quelques détails sur le matériel et les atouts avec lesquels les équipes de la chaîne logistique de RCN travaillent au quotidien. Cette présentation offrira également un instantané des initiatives en cours du ministère de la Défense nationale et de la MRC en matière d'approvisionnement et d'approvisionnement, y compris la numérisation de la chaîne d'approvisionnement de la MRC. Les tendances actuelles, les défis et les opportunités seront examinés avec un aperçu de l'avenir de la chaîne d'approvisionnement des FAC et de la MRC.

Séance Plénière #8: Gestion du rendement des fournisseurs de SPAC - Politique et approche pilote

Caroline Landry, directrice principale, Secteur des politiques stratégiques, Direction générale des approvisionnements, Services publics et Approvisionnement Canada.

Adrian Larose, Conseiller principal en politiques, Secteur de la politique stratégique, Direction générale des approvisionnements, Services publics et Approvisionnement Canada

Apprenez-en davantage sur une approche novatrice de gestion du rendement des fournisseurs qui est en cours d'élaboration par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Cette nouvelle politique donnera au gouvernement du Canada les moyens de centraliser la gestion et l'amélioration du rendement de ses fournisseurs. Les présentateurs discuteront des principes de base sur la façon d'évaluer le rendement des fournisseurs qui vendent des biens et des services au gouvernement du Canada. Vous en apprendrez davantage sur les étapes prévues, y compris les projets pilotes à venir, qui mèneront à une approche pangouvernementale sans surprise pour mieux gérer le rendement.